

Nations Unies ASSEMBLEE GENERALE

ONZIEME SESSION
Documents officiels



PREMIERE COMMISSION, 813^e

SEANCE

Mercredi 2 janvier 1957,
à 15 heures

New-York

SOMMAIRE

	Page
Election du Vice-Président.....	3
Election du Rapporteur.....	3
Ordre de priorité des points de l'ordre du jour.....	3

Président: M. Víctor A. BELAUNDE (Pérou).

Election du Vice-Président

1. Le PRESIDENT remercie les membres de la Commission de l'honneur qu'ils ont fait à son pays et à sa personne en l'élisant à l'unanimité Président de la Première Commission. Il est persuadé que la collaboration et l'assistance des membres de la Commission lui sont acquises et qu'elles assureront le succès des travaux de la Commission. Il rend hommage au Secrétaire général; il est sûr de pouvoir compter, comme par le passé, sur la collaboration du Secrétariat. La Commission continuera à bénéficier des services compétents de M. Protitch, secrétaire de la Commission, et de M. Narayanan, secrétaire adjoint.

2. Le Président invite la Commission à élire son vice-président.

3. Sir Leslie MUNRO (Nouvelle-Zélande) propose d'élire à ce poste M. Gunewardene (Ceylan).

4. M. URQUIA (Salvador) et M. Krishna MENON (Inde) appuient cette proposition.

M. Gunewardene (Ceylan) est élu Vice-Président par acclamation.

5. M. GUNEWARDENE (Ceylan) remercie les membres de la Commission, en particulier les représentants de la Nouvelle-Zélande, du Salvador et de l'Inde, de l'honneur qui est fait à son pays et à lui-même.

Election du Rapporteur

6. Le PRESIDENT invite la Commission à élire son rapporteur.

7. M. VITETTI (Italie) propose d'élire Rapporteur M. Matsch (Autriche).

8. M. DE LA COLINA (Mexique) appuie cette proposition.

M. Matsch (Autriche) est élu Rapporteur par acclamation.

9. M. MATSCH (Autriche) remercie les membres de la Commission, en particulier les représentants de l'Italie et du Mexique, de l'hommage ainsi rendu à son pays et à lui-même.

Ordre de priorité des points de l'ordre du jour (A/C.1/777)

10. M. UMAÑA BERNAL (Colombie) constate que toutes les questions inscrites à l'ordre du jour de la Commission sont importantes. La présente session de

l'Assemblée générale est exceptionnelle en ce sens que les délégations ont dû tellement concentrer leur attention sur les problèmes déjà débattus que la majorité d'entre elles n'ont eu le temps d'étudier aucune des autres questions. Il propose donc que la Commission examine d'abord les questions figurant dans la lettre du Président de l'Assemblée générale (A/C.1/777) sous les numéros 1 et 2, c'est-à-dire la question de Corée [point 21*] et la question du désarmement [point 22*], et qu'elle discute plus tard de l'ordre à suivre pour l'examen des trois autres questions.

11. M. KASE (Japon) dit qu'à la suite d'un échange de vues, le groupe des pays d'Asie et d'Afrique avait conclu qu'en raison de l'urgence de la question algérienne [point 62*], la Commission devrait être priée de l'examiner en premier lieu. Par la suite, tenant compte de la situation actuelle à l'Organisation des Nations Unies, le groupe a abouti à la conclusion que la Commission pourrait discuter d'abord la question de Corée et ensuite la question algérienne. Si la Commission ne souscrit pas à cette suggestion, M. Kase pense que le groupe pourrait accepter que la question algérienne vienne en troisième lieu.

12. M. CASSIMATIS (Grèce) pense, contrairement au représentant de la Colombie, que les délégations ont arrêté leur position touchant les diverses questions de l'ordre du jour. Il fait observer que l'Assemblée est en session depuis plus de deux mois. La règle veut que la Commission fixe l'ordre dans lequel elle étudiera toutes les questions dont elle est saisie. Si l'Organisation des Nations Unies donnait l'impression qu'elle cherche à éliminer les questions relatives au colonialisme, son prestige serait en péril.

13. Deux des points de l'ordre du jour, la question algérienne et la question de Chypre [point 55*], sont liés à la paix du monde. Le sang coule dans les deux pays. La question de Corée est passée au second plan. La question du désarmement est importante, certes, mais le représentant de la Grèce ne sait pas si les deux grandes puissances intéressées, les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique, sont réellement disposées à présenter des propositions concrètes qui permettraient de faire des progrès. Il suggère que la Commission adopte l'ordre suivant: premièrement, la question algérienne; deuxièmement, la question de Chypre; troisièmement, le désarmement; quatrièmement, la question de Corée.

14. M. DE FREITAS VALLE (Brésil) appuie la proposition du représentant de la Colombie, qui se rapproche beaucoup de la position adoptée par le groupe des pays d'Afrique et d'Asie.

15. M. KOUZNETSOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime qu'à l'exception de la question de Corée, les différents points de l'ordre du jour de la Commission présentent une grande importance du point de vue de la réduction de la tension dans les diver-

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

ses parties du monde. Une question qui préoccupe au même point tous les peuples est celle du désarmement, de l'arrêt de la course aux armements et de l'interdiction de l'arme atomique. La poursuite de la course aux armements, et surtout le développement de nouveaux types d'engins de destruction massive, suscitent de l'anxiété et de l'inquiétude. Il est impossible de rester paisible et calme quand on est assis sur un baril de poudre, surtout quand certains jouent avec le feu aux alentours. Les Nations Unies doivent tout faire pour empêcher une nouvelle guerre, en profitant des leçons de l'histoire. Les peuples du monde réclament l'arrêt de la course aux armements. Plus vite les Etats arriveront à un accord sur la question du désarmement, plus vite il sera possible de résoudre d'autres problèmes; un tel accord contribuerait à diminuer la tension dans le monde et à améliorer le niveau de vie des populations du globe. Les propositions présentées le 17 novembre 1956 par l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur le désarmement, sur l'interdiction des engins nucléaires et des essais de ces engins, ainsi que sur les mesures de contrôle (A/3366), ont créé de nouvelles possibilités, que la Commission doit explorer de toute urgence. Les peuples du monde ne comprendraient pas que la question du désarmement soit renvoyée à plus tard. Au lieu de constituer le premier point de l'ordre du jour, la question de Corée devrait en être le dernier.

16. Au sujet des déclarations des représentants du Japon et de la Grèce, M. Kouznetsov dit que si la Commission croit devoir discuter d'abord la question algérienne ou la question de Chypre, il n'insistera pas pour que la question du désarmement ait la priorité.

17. M. KASE (Japon) précise que certains membres du groupe des pays d'Asie et d'Afrique préféreraient que la Commission examine en premier lieu la question du désarmement, plutôt que la question de Corée, et qu'elle aborde la question algérienne aussitôt que possible.

18. M. JAWAD (Irak) fait observer que certaines des cinq questions figurant à l'ordre du jour ont déjà été examinées, dans le passé, par la Commission et par l'Assemblée générale, tandis que d'autres n'ont pas été étudiées suffisamment. La question algérienne devrait être discutée au plus vite, car elle a trait à une guerre destructrice menée depuis plus de deux ans par une armée moderne qui emploie contre les habitants de l'Algérie des armes fabriquées en France et dans d'autres pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord. Cette question crée une tension entre un grand nombre d'Etats Membres. En n'accordant pas son attention à cette guerre, l'Organisation néglige ses devoirs. Son but devrait être de rechercher les bases d'un règlement qui arrête la guerre et l'effusion de sang. Un tel règlement créerait une atmosphère nouvelle et permettrait d'aborder la solution d'autres questions très importantes. Si la question algérienne n'est pas examinée en premier lieu par la Commission, elle devrait au moins constituer le deuxième point de l'ordre du jour.

19. M. Krishna MENON (Inde) dit qu'il n'est ni désirable ni convenable d'examiner en premier la question de Corée. Le proposer, c'est considérer, ou que cette question est très urgente, ou que son examen n'est qu'une formalité; les deux opinions lui paraissent insoutenables. Il espère que la Commission pourra décider d'examiner la question de Corée plus tard et d'étudier d'abord la question du désarmement. Si cela n'est pas possible, M. Menon souhaite que l'on diffère du moins l'examen des résolutions relatives à la question de Corée. Le désarmement est la plus importante des questions soumises à l'Assemblée générale. M. Menon ap-

puie la proposition tendant à examiner aussitôt que possible la question algérienne.

20. M. TSIANG (Chine) appuie la proposition de la Colombie. Les membres de la Commission ne sauraient oublier que c'est en Corée que l'Organisation des Nations Unies a accompli le plus grand effort de son histoire. Il serait déplacé de vouloir minimiser l'importance de la question de Corée; cela donnerait l'impression que l'Organisation des Nations Unies est incapable de s'en tenir à une ligne de conduite qu'elle a adoptée.

21. M. LODGE (Etats-Unis d'Amérique) trouve la proposition de la Colombie raisonnable et les arguments du représentant de la Chine concluants. Il appuie la proposition tendant à discuter la question du désarmement après la question de Corée. Il est d'accord avec le représentant de l'Union soviétique sur l'importance vitale de la question du désarmement. Les Etats-Unis attendent beaucoup de la discussion de ce problème. M. Lodge pense que, dans une semaine environ, les délégations seront en mesure de discuter le rapport de la Commission du désarmement et de son Sous-Comité (DC/83).

22. M. BEN-ABOUD (Maroc) convient que tous les points de l'ordre du jour sont importants. En Corée, la paix est rétablie, mais il n'y a pas de solution. La question du désarmement revêt sans aucun doute une importance capitale. La proposition de la Colombie paraît quelque peu étrange, du fait qu'elle retient ces deux points particuliers et renvoie à une date indéterminée la décision sur l'ordre dans lequel on traitera les autres questions. La Commission doit arrêter définitivement l'ordre de ses discussions. Les questions doivent être examinées dans l'ordre de leur urgence morale. Il faut aborder la question algérienne assez tôt pour éviter des conséquences telles que l'extension du conflit ou de l'insécurité. En conséquence, sans proposer un ordre déterminé, M. Ben-Aboud aimerait que la Commission examine en premier la question du désarmement, puis la question d'Algérie et celle de Chypre — où le sang coule également — puis la question de Corée et celle de l'Irian occidental [point 63*].

23. En réponse au représentant de la Grèce, M. UMAÑA BERNAL (Colombie) explique qu'il n'avait pas l'intention d'éliminer un point quelconque de l'ordre du jour. Il note que le représentant de l'URSS a insisté sur l'importance de la question du désarmement. Le représentant du Japon a aussi accepté implicitement la proposition de la Colombie, mais il a placé la question du désarmement au premier plan. M. Umaña Bernal souligne l'importance de la question de Corée et l'inconvénient qu'il y aurait à passer rapidement d'une question à une autre.

24. M. CASSIMATIS (Grèce), constatant que les représentants des Etats-Unis et de l'URSS semblent disposés à commencer par la discussion de la question du désarmement, propose l'ordre suivant: 1) question du désarmement; 2) question algérienne; 3) question de Chypre; 4) question de Corée; 5) question de l'Irian occidental.

25. Soulevant une question d'ordre, M. LODGE (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation est d'avis de discuter la question de Corée en premier et la question du désarmement en second.

26. De l'avis de M. ZEINEDDINE (Syrie), l'ordre proposé par le représentant de la Grèce offre l'avantage que les délégations sauraient d'avance pour quelles questions elles devraient se préparer. La seule guerre qui se poursuive actuellement dans le monde est la guerre

d'Algérie. Les destructions s'accumulent là-bas. Plus de 500.000 soldats y sont déployés. La résistance organisée de toute une nation en armes fait durer le conflit depuis deux ans. Cette situation a de très amples répercussions internationales. Ce problème est le plus urgent de ceux qui figurent à l'ordre du jour de la Commission. En raison de l'importance universelle du problème du désarmement, M. Zeineddine admet que cette question vienne en premier. La question algérienne viendrait ensuite. Le problème de Chypre, bien que moins vaste, est analogue à celui de l'Algérie et devrait lui faire suite. Pour ce qui est de la Corée, il n'y a guère d'urgence, puisqu'on ne peut pas faire grand-chose pour ce pays en ce moment. Au contraire, il semble qu'il y aurait avantage à discuter cette question plus tard.

27. Le PRESIDENT, résumant les diverses propositions et suggestions qui ont été faites, note qu'il n'y a eu que trois propositions formelles : celle de la Colombie, celle de la Grèce et celle de l'URSS.

28. M. KOUZNETSOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), soulevant une question d'ordre, déclare que la proposition de la Grèce répond aux intérêts de la délégation de l'URSS ; il votera donc pour cette proposition.

29. Le PRESIDENT dit qu'à la suite de la déclaration du représentant de l'URSS, la Commission n'est plus saisie que de deux propositions, celle de la Colombie et celle de la Grèce.

30. M. ULLRICH (Tchécoslovaquie) constate que les débats ont montré clairement l'importance que la Commission attache à la question du désarmement. La délégation tchécoslovaque estime que tous les intéressés doivent agir d'urgence en cette matière, car les progrès réalisés dans le domaine du désarmement faciliteraient la solution des problèmes internationaux en suspens. La délégation tchécoslovaque votera donc pour la priorité de la question du désarmement. Elle estime également que la Commission devrait aborder rapidement la question algérienne, et elle votera pour l'ordre proposé par le représentant de la Grèce.

31. M. MENEMENCIOLU (Turquie) pense que la délégation du Japon a déjà présenté un amendement formel tendant à ce que la Commission commence l'examen des deux premiers points de son ordre du jour et décide ensuite d'examiner en troisième lieu la question algérienne.

32. Le PRESIDENT dit que le représentant du Japon n'a pas fait de proposition formelle.

33. M. RIFA'I (Jordanie) propose que la proposition de la Grèce, qui est la plus large, soit mise aux voix avant la proposition de la Colombie.

34. Le PRESIDENT fait observer que la proposition du représentant de la Jordanie soulève une question de priorité sur laquelle la Commission doit se prononcer.

35. M. DE LEQUERICA (Espagne) dit que sa délégation n'est pas opposée à ce que la proposition de la Colombie soit mise aux voix ; elle souhaiterait toutefois qu'une décision soit prise au sujet de toutes les questions qui figurent dans la lettre du Président de l'Assemblée générale (A/C.1/777). Elle suggère donc que les autres questions énoncées dans cette lettre soient également comprises dans la proposition colombienne. Autrement, on pourrait croire que la Commission ajourne l'examen de ces questions ou leur assigne une place secondaire.

36. Sir Percy SPENDER (Australie) appuiera la proposition de la Colombie, l'expérience ayant montré qu'il n'est pas toujours sage d'adopter un ordre strict

pour l'examen de toutes les questions figurant à l'ordre du jour. Il vaut mieux décider quelles seront les deux premières questions et régler plus tard l'ordre des autres. Le représentant des Etats-Unis a d'ailleurs déclaré que sa délégation n'était pas encore prête à étudier la question du désarmement. Pour cette raison, il ne serait pas convenable de mettre le désarmement en premier.

37. Le PRESIDENT met aux voix la proposition du représentant de la Jordanie tendant à donner la priorité à la proposition de la Grèce.

Il y a 29 voix pour, 29 voix contre et 14 abstentions. La proposition n'est pas adoptée.

38. M. KHOURI (Liban) présente un amendement à la proposition de la Colombie à l'effet d'y ajouter les trois autres questions ; l'ordre des questions serait alors le suivant : 1) question de Corée ; 2) question du désarmement ; 3) question algérienne ; 4) question de Chypre ; 5) question de l'Irian occidental.

39. M. KOUZNETSOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit qu'il sera difficile à de nombreuses délégations de voter sur la proposition de la Colombie si la question de Corée y figure en premier. La délégation de l'URSS propose donc de voter séparément sur la question de savoir quel point viendra en premier lieu.

40. Le PRESIDENT fait observer que la proposition de la Colombie forme un tout et que l'on ne saurait la diviser sans l'assentiment de son auteur.

41. M. KOUZNETSOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare qu'en vertu de l'article 130 du règlement intérieur, la Commission pourrait adopter une procédure qui permettrait de voter par division ou de présenter des amendements ; pour cette raison, la délégation de l'URSS propose un vote distinct sur le rang à donner à chacun des deux premiers points : la question de Corée et la question du désarmement.

42. M. CASSIMATIS (Grèce) estime que la proposition de la Colombie tend essentiellement à ce que la Commission diffère sa décision sur les trois autres points. Même si cette proposition est adoptée, il faudra voter sur la proposition de la Grèce, qui embrasse tous les points.

43. Sir Percy SPENDER (Australie) considère que la proposition de la Colombie est indivisible et doit être mise aux voix dans son ensemble : telle est la pratique de la Commission.

44. M. URQUIA (Salvador) observe que la Commission serait fondée à voter séparément sur la question de l'ordre des deux premiers points figurant dans la proposition de la Colombie, n'était la troisième partie de cette proposition, qui prévoit que la Commission doit différer sa décision sur les trois autres points. Dès lors, contrairement à ce que le représentant de l'URSS a suggéré, la Commission ne peut voter séparément sur l'ordre des deux premiers points. Pour cette raison, on ne peut mettre aux voix que l'ensemble de la proposition colombienne.

45. M. CASSIMATIS (Grèce) rappelle que la proposition de la Colombie tend essentiellement à ce que la Commission décide de différer sa décision sur les trois autres points. De l'avis de la délégation grecque, ces points seraient ainsi repoussés jusqu'à une date qui ne permettrait plus de les discuter comme il se doit ; or, s'agissant de questions qui se rattachent au colonialisme, ce sont les questions les plus importantes de l'ordre du jour de la Commission. Par conséquent, le représentant de la Grèce propose soit de voter séparément sur les trois parties de la proposition de la Colombie, soit d'in-

diquer clairement que l'adoption de cette proposition ne préjugera pas l'ordre dans lequel seront examinés les points autres que la question de Corée et la question du désarmement.

46. Le PRESIDENT fait observer qu'une proposition ne peut être divisée sans l'assentiment de son auteur. Cela découle non seulement du règlement intérieur, mais aussi de la logique. Si le fond d'une proposition concerne un certain ordre, il est évident que l'on ne peut changer cet ordre sans, du même coup, modifier le fond de la proposition. La Commission peut rejeter la proposition si elle considère que l'ordre qu'elle propose n'est pas satisfaisant.

47. M. SLIM (Tunisie) pense que la Commission doit d'abord décider si elle désire arrêter l'ordre définitif dans lequel elle discutera tous les points de son ordre du jour, ou seulement l'ordre des deux premiers points. Une fois cette question tranchée, la Commission pourrait se prononcer sur les autres propositions.

48. Le PRESIDENT fait remarquer que le représentant du Liban a soumis une proposition qui complète celle du représentant de la Colombie. Aussi, après avoir voté sur la proposition colombienne, la Commission pourrait se prononcer sur la proposition libanaise.

49. M. UMAÑA BERNAL (Colombie) dit qu'en soumettant sa proposition, sa délégation n'avait aucune intention de faire ajourner la discussion des trois autres questions. Elle entendait seulement que la Commission pût choisir d'abord les questions qu'elle considérerait comme présentant une importance plus immédiate. Cependant, afin que la Commission puisse parvenir à une décision unanime, la délégation de la Colombie est prête à accepter la proposition du représentant du Liban tendant à arrêter également l'ordre des trois dernières questions, à savoir: la question algérienne, en troisième lieu, puis la question de Chypre, et enfin la question de l'Irian occidental.

50. La délégation de la Colombie ne peut accepter la proposition de l'Union soviétique, car elle risque d'aboutir à un ordre du jour sans premier point.

51. M. KOUZNETSOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) répond que si le premier point de l'ordre du jour n'était pas voté, la Commission pourrait toujours remplir le vide par un autre point, ou faire passer au premier rang le deuxième point de l'ordre du jour. Il demande à nouveau un vote distinct sur le rang de chacun des deux premiers points de l'ordre du jour dans la proposition de la Colombie.

52. M. URQUIA (Salvador) constate que l'acceptation, par le représentant de la Colombie, de la proposition libanaise a modifié considérablement la situation, en faisant tomber la troisième partie de la proposition colombienne, qui demandait de différer la décision sur les trois autres questions. Dès lors, on peut diviser la proposition, comme le prévoit l'article 130 du règlement intérieur.

53. M. PERERA (Ceylan) est d'avis que l'on pourrait modifier la proposition de la Colombie de manière à inscrire en premier la question du désarmement et en second la question algérienne.

54. M. DE LEQUERICA (Espagne) propose à nouveau que la Commission adopte l'ordre du jour tel qu'il figure dans la lettre du Président de l'Assemblée générale.

55. M. URQUIA (Salvador) demande si le représentant de la Colombie est prêt à accepter que sa pro-

position et celle du représentant du Liban fassent l'objet d'un seul et même vote.

56. M. SERRANO (Philippines), constatant qu'il n'existe pas de désaccord sur l'ordre du cinquième point de l'ordre du jour, propose que le rang des quatre autres soit déterminé par un vote.

57. M. ENTEZAM (Iran) déclare que la Commission n'est saisie que d'une proposition, celle de la délégation de la Colombie, modifiée par l'amendement du représentant du Liban; il ne reste donc plus qu'à se prononcer sur la division demandée par le représentant de l'URSS. Si le représentant de l'URSS insiste sur la division, ce point devra être tranché par la Commission. Cependant, la division ne serait pas appropriée, puisque la Commission n'a pas le droit de décider si elle doit ou non discuter un point donné de l'ordre du jour. La Première Commission doit examiner toutes les questions que lui renvoie l'Assemblée générale. Par conséquent, il convient de mettre aux voix l'ensemble de la proposition de la Colombie, modifiée par le Liban. Auparavant, la Commission doit statuer sur le point qu'a soulevé le représentant de l'URSS, conformément à l'article 130 du règlement intérieur.

58. M. KOUZNETSOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) relève que l'on ne demande pas à la Commission de rejeter une question; on lui demande seulement de prendre une décision sur le rang à assigner à cette question dans l'ordre du jour. Dans le cas où la question de Corée ne serait pas le premier point de l'ordre du jour, elle y figurerait néanmoins et ferait quand même l'objet d'une discussion.

59. Le PRESIDENT met aux voix la proposition de l'URSS tendant à diviser la proposition de la Colombie.

Par 43 voix contre 11, avec 18 abstentions, cette proposition est rejetée.

60. Le PRESIDENT, après avoir constaté que les représentants de la Colombie et du Liban sont d'accord pour que leurs deux propositions soient soumises à un seul et même vote, met aux voix la proposition commune de la Colombie et du Liban, tendant à ce que la Commission examine les questions figurant à son ordre du jour dans l'ordre suivant: 1) question de Corée; 2) question du désarmement; 3) question algérienne; 4) question de Chypre; 5) question de l'Irian occidental.

Par 58 voix contre 8, avec 4 abstentions, la proposition est adoptée.

61. M. CASSIMATIS (Grèce) déclare que grâce au vote de la Commission, il est certain que toutes les questions qui figurent à l'ordre du jour seront examinées.

62. M. KOUZNETSOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) expose que sa délégation a voté contre la proposition de la Colombie et du Liban parce qu'elle donnait la priorité à la question de Corée. En ce qui concerne l'ordre des autres points, la délégation soviétique est d'accord sur la solution adoptée.

63. M. LALL (Inde) rappelle la déclaration du chef de sa délégation et exprime l'espoir que la Commission, après sa discussion générale sur la question de Corée, remettra à plus tard la suite de l'examen de cette question.

64. Le PRESIDENT estime que le représentant de l'Inde devrait reprendre ce point en temps opportun.

La séance est levée à 18 h. 5.